Notre parti doit lancer un appel à la constitution d'un courant intersyndical lutte de classe pour disputer l'hégémonie aux bureaucrates et aux réformistes

Malgré une mobilisation exceptionnelle des travailleurs (manifestations massives, grèves reconductibles, blocages interprofessionnels…), le gouvernement est parvenu à faire passer sa réforme. Il doit son salut à la politique de sabotage des bureaucraties syndicales. L'intersyndicale nationale :

- n'a jamais revendiqué le RETRAIT du projet de loi et a participé à toutes les « concertations » orchestrées par
Sarkozy ;

- n'a jamais soutenu les travailleurs les plus déterminés ; elle a même signé une déclaration intersyndicale (21 octobre) où elle s'engage à « veiller au respect des biens et des personnes ». C'est une condamnation implicite (mais claire) des blocages et des piquets de grève ;

- a laissé piétiner le droit de grève en ne s'opposant pas aux réquisitions dans les raffineries ;

- n'a pris aucune initiative sérieuse contre la répression policière ;

- n'a jamais préparé et lancé un appel à la grève générale, Thibault se répandant dans les médias, dès juillet, pour qualifier la grève générale de « stupidité ». Pire, quand des secteurs se sont mis massivement en grève reconductible (raffineries, SNCF…), elle ne les a jamais soutenus et a encore moins encouragé les travailleurs à les rejoindre dans la grève, organisant ainsi l'isolement (et le découragement) des secteurs les plus combatifs. Le prétexte était que c'était aux travailleurs de « décider ». C'est une évidence, mais c'est une évidence aussi qu'on ne décide pas de la même façon selon que la principale confédération veut ou non construire la grève générale. La ligne de l'intersyndicale a été de proposer des journées d'action dispersées jusqu'à épuisement, et non de proposer une stratégie pour gagner, c'est-à-dire pour obtenir le retrait de la contre-réforme.

Pour parvenir à construire la grève générale malgré/contre les bureaucraties syndicales, il aurait fallu qu'une coalition organisée présente une autre stratégie, interpelle et combatte les directions bureaucratiques, afin de casser la confiance qui existe entre la masse des travailleurs et les directions collabos. Tant que les travailleurs n'ont pas pris conscience de la nature de la politique de ces bureaucrates, ils ne seront pas prêts à s'engager massivement dans les structures d'autoorganisation,

qui ne pourront donc pas avoir une audience de masse et incarner une direction alternative.

Alors que la colère et l'écoeurement contre les Thibault, Chérèque, Mailly, sont déjà répandus dans une frange du prolétariat (et notamment dans les secteurs qui se sont le plus mobilisés), l'opposition à la bureaucratie syndicale est divisée, inorganisée, et donc marginale.

Il est urgent que notre parti prenne ses responsabilités dans le combat contre les bureaucraties syndicales. Pendant tout le mouvement, notre direction a refusé de polémiquer contre les bureaucraties. Or être les meilleurs constructeurs de la grève reconductible ne suffit pas. Il faut mener la polémique, de façon publique, afin d'incarner aux yeux des travailleurs une autre voie.

Des voix s'élèvent régulièrement dans le parti sur la nécessité de constituer un courant lutte de classe à l'intérieur des syndicats. Mais aucune initiative n'est jamais prise. Et il n'y a pas de réelle organisation des militants syndicaux du NPA entre eux, chacun faisant ce qu'il peut là où il est. Pourtant, un tel courant n'émergera pas spontanément. C'est une initiative politique, qui doit être impulsée par une organisation politique en rupture avec le système capitaliste et ses serviteurs (dont les bureaucrates font partie). C'est le rôle de notre parti de lancer un grand appel pour la constitution d'un courant intersyndical lutte de classes qui combatte à l'intérieur des syndicats pour la perspective de la grève générale et qui agisse en conséquence. Une telle initiative serait un signal fort adressé aux travailleurs les plus combatifs, et elle permettrait de lancer un processus qui permettrait de se donner les armes pour affronter les bureaucrates. Cela redonnerait de l'espoir et de l'énergie aux travailleurs (et l'envie de se syndiquer pour ceux qui ne le sont pas !) pour se réapproprier leurs organisations et en dégager les parasites qui s'accordent avec le patronat et le gouvernement pour nous mener systématiquement à la défaite.

Tendance CLAIRE, le 1 novembre 2010